



# la Lettre d'ENSEMBLE!

## COVID : MACRON ET CASTEX SONT DANGEREUX

Un président et un gouvernement qui naviguent à vue, c'est inquiétant en pleine tempête. C'est ce qui se passe avec le COVID en ce moment. Pendant plusieurs jours, ils communiquent sur un confinement imminent lié à une situation grave. Puis, ils décident de faire une annonce urgente... pour ne décider presque rien, alors que les variants sont en train de propager le virus en Europe. Et que la France continue d'être en retard sur la vaccination. Ces décisions sont une fois de plus le reflet de la gestion de la crise : Emmanuel Macron ne propose aucun moyen pour que les enjeux sociaux et sanitaires soient débattus et maîtrisés collectivement, avec les collectivités territoriales, les syndicats, les associations, les citoyen-nes qui subissent la crise. C'est cette appropriation collective de la situation qu'il nous faut imposer.

Pour plus d'info: sur le site d'ENSEMBLE <https://www.ensemble-fdg.org/content/vaccins-covid-biens-communs-ou-source-de-profits-infinis>

Nous contacter :

 [contact@ensemble-fdg.org](mailto:contact@ensemble-fdg.org)

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble\_FdG

## Rapport Stora sur les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie : insuffisant



Il y a dans le rapport remis par Benjamin Stora à Emmanuel Macron beaucoup d'avancées réelles, comme l'ouverture des archives, le développement de l'enseignement de la colonisation ou la création d'une collection franco-algérienne dans une grande maison d'édition pour diffuser des travaux d'historiens de part et d'autre de la Méditerranée.

L'expérience montre qu'en la matière, il faut beaucoup de temps et d'énergie pour obtenir la moindre avancée. On peut donc comprendre la volonté de l'auteur de sortir des discours incantatoires et de faire des propositions concrètes réalisables. Mais la

société avance vite ces derniers temps, et ce parti-pris du réalisme fait que le rapport est en deçà des besoins du moment. « Black Lives matter », déboulonnage des statues, protestations contre les discriminations et les violences policières, ... de larges secteurs de la société, notamment au sein de la jeunesse, se sont emparés des débats sur le colonialisme et ses conséquences.

Sont entre autres constitutifs d'un crime contre l'humanité « la déportation ou le transfert forcé de population », « la torture », « la disparition forcée », « les actes de ségrégation commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ». Que fut la colonisation de l'Algérie sinon un crime contre l'Humanité ? Le dire par le biais d'une citation d'Emmanuel Macron lorsqu'il était candidat ne suffit pas. On est bien trop loin du compte.

Il est nécessaire que les plus hautes autorités de l'État français s'adressent à l'ensemble du pays, pas seulement à celles et ceux qui ont partie liée avec l'Algérie, pour dire ce que furent la conquête, la colonisation et la guerre d'Algérie, pour assumer cette réalité en présentant des excuses officielles. Ce rapport s'inscrit somme toute dans une certaine continuité dans la façon d'avancer sur ces questions, là où il faudrait marquer une rupture. **Il en va de la mémoire, mais aussi de la lutte contre le racisme anti-arabe et l'extrême droite.**

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

## Malgré les appels à l'aide, des étudiant-e-s toujours plus fragiles

Classé dans les faits divers de la presse, samedi 9 janvier un étudiant en droit à Lyon 3 s'est défenestré du 4ème étage de sa résidence universitaire. Plusieurs autres ont tenté de mettre fin à leur jours ensuite. Ce ne sont malheureusement pas les premiers cas, deux autres étudiants (dont un étranger) ont mis fin à leur jours le weekend du 5 et 6 décembre à Lyon, selon le rectorat.

La précarité étudiante, dénoncée depuis des années, ne s'est pas arrangée avec la crise sanitaire, bien au contraire. Rares sont celles et ceux qui ont pu suivre plus de 3 mois d'enseignement de suite, le distanciel étant de mise depuis au moins novembre. Le dilemme est cornélien : ré-ouvrir les universités à 50% de leur capacité et risquer des contaminations ou continuer l'enseignement à distance, isolant les étudiant-e-s ?

La réponse ne pourra être tranchée aussi simplement. L'Observatoire National de la Vie Étudiante (OVE) montre que les signes de détresse psychologique ont été plus nombreux lors des confinements. La perte ou baisse des revenus, la fracture numérique et les inégalités sociales face à l'enseignement ont appuyé le mal-être étudiant. C'est particulièrement le cas pour les étudiant-e-s étranger-e-s, 44 % d'entre elles/eux estimant que leur alimentation a été moins ou beaucoup moins satisfaisante pendant le confinement (contre 21 % des étudiant-e-s français-es). L'insertion sur le marché du travail inquiète, les recherches de stage sont ardues, alors qu'un tiers des étudiant-e-s rencontrent déjà des difficultés financières.

La réouverture des stations de ski a pris plus de place que celle des universités. Les étudiant-e-s ne sont que très peu pris-e-s en compte par ce gouvernement, alors que des décennies de sous-investissement dans l'enseignement les ont déjà largement fragilisés.

A l'heure actuelle, il n'est pas seulement question d'ouvrir ou de ré-ouvrir les universités mais bien d'un investissement massif dans l'enseignement supérieur et la recherche. Les annonces du gouvernement (repas CROUS à 1€, annonce de recrutement de psychologues...) sont une bien maigre victoire. C'est de prolonger les bourses pour les redoublant-e-s, les augmenter, recruter des enseignant-e-s et administratif-ve-s et réquisitionner des locaux suffisamment spacieux dont nous avons besoin, et en urgence.

Si nous voulons qu'aucun-e étudiant-e ne reste sur le carreau, il est du devoir de l'État de préparer une remise à niveau pédagogique et une attention particulière aux soins donnés aux étudiant-e-s.



### 4 février : un carrefour pour les luttes

- La journée d'action du 4 février 2021, dans l'unité syndicale, peut être le carrefour des nombreuses luttes de janvier. Avec les manifestations contre la loi liberticide de « **sécurité globale** ».
- Le 21 janvier, dans la **santé**, une large intersyndicale incluant le collectif inter-hôpitaux appelait à redoubler la mobilisation qui dure depuis 2019.
- Le 23 janvier, une manifestation contre les **licenciements** a fédéré plusieurs entreprises. A la raffinerie Total de **Grandpuits**, la lutte contre la suppression d'emplois s'accompagne d'alternatives écologiques au raffinage. Les syndicalistes, avec les associations du **Collectif Plus jamais ça**, proposent une reconversion : la production d'hydrogène avec de l'énergie renouvelable locale. Ils sont soutenus par des porte-paroles politiques. Des propositions communes contre le chômage et les licenciements sont formulées par 7 organisations : **Ensemble !**, **France Insoumise**, **GDS**, **Génération.s**, **Nouvelle Donne**, **NPA**, **PEPS**.
- Le 26 janvier, dans **l'Éducation nationale**, plus d'un agent sur trois était en grève. Le 28 janvier, les agents d'EDF se remobilisaient contre le projet **Hercule** qui démantèle l'entreprise, dont une partie serait privatisée. Tout cela pour obéir à la Commission européenne interdisant toute subvention à EDF au nom des « **distorsions** » de concurrence avec le privé. Un « **Collectif national pour un véritable service public de l'énergie** » se met en place, avec les forces de gauche et écologistes, les syndicats, les associations. Ainsi l'action syndicale recherche une amplification politique.
- Mais la persistance de l'épidémie crée une chappe de plomb. Le pays est soumis aux ordres d'un « **conseil de défense** » autour de Macron. La démocratie est confinée. Rien n'est fait pour encourager les initiatives dans la jeunesse, le monde de la culture, les territoires, pour donner aux salarié-es un pouvoir de contrôle dans l'économie.
- Une grande alliance et des passerelles entre des luttes citoyennes et les alternatives politiques sont cruciales pour donner plus d'**espoir**.